

Plaidoyer pour le sport

Un engagement au service
du Mouvement sportif

Thierry Rey

Plaidoyer pour le sport

Un engagement au service
du Mouvement sportif



Thierry Rey

Plaidoyer pour le sport

Un engagement au service
du Mouvement sportif

Thierry Rey

Pourquoi avez-vous envie de vous présenter à la présidence du CNOSF ?

Le sport français est à un tournant. Au moment où nous allons entrer dans une Olympiade déterminante pour son avenir, pouvons-nous nous satisfaire de la situation actuelle et de la manière dont il est considéré ?

Une nouvelle voie s'impose.

En conscience, j'ai engagé, depuis plusieurs mois, une réflexion pour juger de la pertinence de ma candidature. Aujourd'hui mes convictions m'incitent à sauter le pas. Avec ce nouveau mandat, nous nous devons d'affirmer le poids politique, au sens noble du terme, du mouvement sportif. Hors crise sanitaire, le sport est partout, tous les jours, tous les week-ends, dans les rues, dans les clubs, dans les stades, à la télévision. C'est notre « spectacle vivant ». Comme celui de la culture, il est source d'émotions, de partage. C'est une grande chose que le sport ! **Alors nous devons réagir.** Je me sens prêt à m'investir pour son renouveau et à porter sa parole qui est peu audible, voire

mésestimée, à l'aune de ce qu'il représente dans le quotidien des Français. **Je veux prendre mes responsabilités**, mais les conditions devront être réunies. Au-delà de ma propre envie, je souhaite obtenir l'adhésion du plus grand nombre pour insuffler une nouvelle dynamique. Ce sera ensemble, ou pas.

Vous dites que le sport français est à un tournant. Est-ce un sentiment ou une réalité ?

Avec cette élection, le sport français a une chance historique de reprendre en main son destin, dans la perspective de Paris 2024. Mais pas seulement. Car durant ce mandat, s'enchaîneront les JOP de Tokyo, la rentrée des classes 2021 post Covid - espérons-le - donc celles des clubs, les JOP d'hiver de Pékin, les élections présidentielles et législatives, puis, en 2023, la Coupe du monde de rugby sur nos territoires, les championnats du monde de ski alpin à Courchevel, et enfin Paris 2024. **Peut-on trouver meilleure temporalité** pour faire entendre notre voix ? La préparation de l'organisation de Paris 2024 va provoquer une résonance de plus en plus forte dans le pays, les politiques vont s'en mêler, le regard des Français va changer. C'est pourquoi

chacun doit mesurer les conséquences profondes de cette élection. **C'est une opportunité unique pour changer la donne**, replacer le curseur et muscler nos actions. Mais cela ne sera possible que si et seulement si nous sommes unis pour ce rendez-vous. Le CNOSF devra ainsi affirmer sa fonction politique au service du mouvement sportif, conformément à ses statuts.

Le « modèle français » est-il encore viable ?

Notre modèle est plus solide qu'on peut le croire. Il faut le préserver. Mais cela ne m'empêche pas d'avoir un regard critique sur son articulation et sur la manière dont il est perçu. Aujourd'hui, qui comprend qui fait quoi ? S'il est riche de toutes ces composantes, **c'est, reconnaissons-le, un véritable mille-feuille**. Rien que pour l'Etat, nous comptons quatre entités : le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports ; le Ministère délégué chargé des Sports ; l'Agence Nationale du Sport et la Délégation interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques (DIJOP) qui dépend de Matignon. Sans compter l'impact légitime du président de la République. Quant à notre Mouvement sportif, il possède une puissance exceptionnelle avec ses 108

fédérations, ses 160 000 clubs, ses 18 millions de licenciés et ses 3,5 millions de bénévoles. Fort de ses organismes décentralisés – les Comités régionaux olympiques et sportifs (CROS), les Comités départementaux olympiques et sportifs (CDOS) et les Comités territoriaux olympiques et sportifs (CTOS) –, il raconte aussi les valeurs du monde associatif. N'oublions pas l'Association des maires de France (AMF), l'Assemblée des départements de France (ADF), l'Association des régions de France (ARF), l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES) et l'ensemble de leurs membres qui font vivre le sport partout en France. Citons enfin le monde de l'entreprise qui, de la multinationale à la PME ou à la TPE locale, sert et soutient la cause.

Dans cette complexité, il faut nous adapter aux exigences de consommation de tous les publics. Je pense en particulier aux millions de pratiquants qui n'ont aucun lien avec un club. Comment les raccrocher ? Qu'avons-nous à leur offrir ? Il faut également répondre aux nouvelles réalités économiques et digitales, aux problématiques de développement durable ou de gouvernance. Et prendre en compte la modernisation des pratiques, celles du loisir comme celles du haut niveau.

Le CNOSF doit retrouver sa place et son président un rôle, non pas de chef, mais de leader. **Il doit être celui qui incarne la vision du sport français** et la porte au nom et avec l'appui de toutes les fédérations. Il m'apparaît ainsi légitime que l'Agence Nationale du Sport soit présidée ou a minima co-présidée par le président du CNOSF. Voilà une première proposition concrète pour améliorer notre système de gouvernance.

Puisque vous parlez de l'Agence Nationale du Sport, quid du haut-niveau ?

Ce point est crucial, notamment pour la réussite de Paris 2024 car, avec de bons résultats de nos équipes de France, la fête ne sera que plus belle. Avec le Ministère des Sports et l'Agence Nationale du Sport, en charge de ce sujet sensible, le CNOSF devra s'impliquer à sa juste place dans la définition des moyens humains et financiers qu'il est impératif d'y consacrer et qui devront être pérennisés.

En évoquant ce sujet, je ne peux m'empêcher d'ailleurs de penser au sport dans sa globalité et donc d'en revenir à la base, le sport pour tous. L'élite et la base se nourrissent l'un de l'autre. S'ils sont deux mondes séparés, ils n'en sont pas

moins intimement connectés. Je peux en parler avec fierté, puisque j'ai été, il y a longtemps, un pur produit de cette filière. Elle s'est, depuis, amplement améliorée. Comme il existe une méritocratie républicaine, il existe réellement une méritocratie sportive. Quand un jeune débarque dans un club, s'il est bosseur, passionné et démontre un certain talent, il pourra, par la suite, grâce aux filières haut-niveau, taper aux portes des équipes de France. Oui, c'est possible! **Mais le sublime de notre système associatif, c'est aussi d'offrir une place à chacune et à chacun.** Tout le monde n'a pas vocation à devenir Clarisse Agbegnenou ou Kevin Mayer. Ceux qui n'ont pas une âme de champion auront la possibilité de s'impliquer comme dirigeants, arbitres, bénévoles. Le modèle français permet à chacune et à chacun de trouver sa voie pour assouvir sa passion. Il convient de le préserver et de l'améliorer encore pour qu'il s'adapte aux exigences de notre époque.

Qu'est-ce qui pourrait mieux marcher ?

La relation entre le mouvement sportif et l'État. Je pose la question au risque de choquer certains : qui, en premier lieu, fait vivre le sport en France ? Les Fédérations avec les

communes, les départements et les régions. Partout en France, sur le terrain, le sport s'épanouit dans les clubs grâce au soutien des maires et de leurs équipes. Il prospère aussi dans les établissements scolaires ou les entreprises. Ce qui manque aujourd'hui ? Avant tout, de la reconnaissance ! Il faudra bien, un jour, que nos hommes politiques, là-haut, prennent conscience de l'investissement de notre monde associatif aux services des valeurs républicaines. Lors du premier confinement, j'ai fortement regretté que le président de la République n'ait pas prononcé une seule fois le mot « sport » au cours de ses quatre interventions télévisées, alors que les restrictions dues à la Covid ont été et continuent de provoquer une véritable déflagration au sein de notre système sportif, associatif comme privé. L'adage dit : « Ce qui n'est pas nommé n'existe pas ». Dans le monde du sport, cela n'a jamais été aussi vrai.

La reconnaissance du sport doit passer par la parole présidentielle, accompagnée de moyens de l'Etat réellement à la hauteur. Budgétairement, nous savons depuis longtemps que le sport est quantité négligeable et que nous sommes relégués dans la soute.

Prenons le temps de rappeler quelques chiffres. Le sport génère au total 448 000 emplois et le poids économique du secteur privé et de ses

112 000 entreprises s'élève à 77,7 Md€. Celui du secteur associatif, fort de 360 000 associations dont 180 000 affiliées aux Fédérations, est de 13Md€ pour 115 000 salariés. La consommation des ménages pour la pratique du sport est de 18,3 Md€, les collectivités locales y consacrent 11,5 Md€, soit plus du double que l'Etat, (4,9Md€), en incluant les coûts dans l'Education nationale. Pour le sponsoring et les droits télévisuels, ce sont 4,4 Md€. Le poids économique du sport en France est donc de 39,1 Md€, 1,8% du PIB !¹

En ce qui concerne le budget de l'ANS et l'apport des deux premiers plans de relance, même si nous ne sommes pas dans un jeu télé, nous avons presque envie de crier « Le milliard... ! Le milliard... ! »

L'enjeu sera d'atteindre ce cap symbolique et de le faire perdurer.

Prenons le cas concret de l'INSEP : le Ministère des Sports verse des subventions aux Fédérations qui, en retour, doivent s'acquitter des frais de séjour de leurs athlètes. Mais l'INSEP n'est pas un hôtel ! C'est le navire amiral de l'excellence sportive en France. Il dépend du Ministère. Il serait donc juste que tous les frais de fonctionnement liés aux équipes de France soient pris en charge par l'État, dans

¹Sources : *Union Sport et Cycles*, septembre 2020

le budget de l'Agence Nationale du Sport qui est censé promouvoir le haut niveau. L'INSEP, c'est la maison des équipes de France et les Fédérations ne devraient pas avoir à payer pour en bénéficier.

Je vais même aller beaucoup plus loin et certains considèreront ma remarque simpliste voire démagogique.

Qu'importe ! Il fut un temps où, grâce à l'estime d'un Président de la République envers la Culture, celle-ci disposait de 1% du budget de l'Etat. Il faut bien marcher sur deux jambes, respirer avec deux poumons. Alors, que l'Etat ose ! **1% pour la Culture, 1% pour le Sport et 98% pour tout le reste !** 2% du budget de la nation pour ce qui fait l'émotion, la passion, le physique, ce qui permet d'ouvrir les esprits et la découverte des sens, ce n'est tout de même pas un but inatteignable. Cela devrait être une évidence.

Que Bercy ne s'inquiète pas, nous saurons dépenser ce 1% pertinemment : soutien prioritaire et création de postes pour les associations qui œuvrent dans les quartiers dits sensibles ; contrats d'accompagnement solides pour les sportifs d'élite, encore trop souvent en situation précaire ; soutien renforcé

pour la formation des cadres et des élus, pour la rénovation des équipements, déploiement d'actions pour la politique de santé. Et plus encore... Oui, ces postes existent déjà mais passer la surmultipliée ne serait pas un luxe.

Pour revenir sur terre, et être pragmatique, le prochain président du CNOSF devra avoir une démarche beaucoup plus politique. **Le Mouvement sportif devra choisir et accompagner une personnalité capable de porter sa voix dans le débat public,** notamment auprès de l'exécutif qui est celui qui, au final, décide de tout en France. Je pense que mon parcours, depuis quarante ans maintenant, peut être utile à servir cette cause.

La crise sanitaire et la pandémie ont mis le sport français quasiment à l'arrêt, à genou. Que faire pour le relancer ?

Le Mouvement sportif, qui se fait une haute idée de la règle, a suivi à la lettre les directives gouvernementales... Et c'est la moindre des choses. Mais compte tenu de la diversité des pratiques, **était-il judicieux, dans la phase de premier confinement, de mettre tous les sports au régime sec ?** Ensuite, il a été admis

que ce qui est vrai pour les sports de salles ne l'était pas pour les sports de plein air comme le golf, la voile ou l'équitation. Encore une fois, la voix des sportifs s'est faite entendre à contretemps. Certes le théâtre, le cinéma et même la restauration n'ont pas obtenu gain de cause, mais leurs représentants n'en ont pas moins démontré leur détermination et recueillis une adhésion très large dans l'opinion. Il semble que nos Fédérations de sport en salle, réunies récemment, n'aient pas pu bénéficier de la même empathie publique.

Pendant la crise sanitaire et avec le plan de relance, la Culture a obtenu deux milliards alors que le Ministère des sports est devenu un Ministère délégué. Peut-on l'admettre sans ciller, alors que Paris, la France, organise les Jeux olympiques et paralympiques dans trois ans ? Non, bien sûr que non ! Le monde de la Culture a réussi depuis longtemps à faire admettre qu'on l'identifie à une valeur essentielle de ce qui fait notre pays, comme un élément constitutif de son ADN. **Il est impératif d'augmenter notre pouvoir d'influence.** Les mesures sanitaires ne sont pas de notre ressort mais il est toujours possible de dialoguer avec l'exécutif, voire de l'interpeller pour défendre plus fortement nos intérêts.

La première des priorités - le combat à venir,

car il ne faut pas avoir peur des mots - sera surtout de **faire revenir tous les licenciés « envolés » dans nos clubs.**

Racisme, sexisme, violences sexuelles, dopage : le sport est de plus en plus confronté aux maux de la société. Et le Mouvement sportif se doit d'être exemplaire. Est-ce le cas ?

Le sport a toujours été confronté à ce type de problèmes, mais aujourd'hui, ils sont plus clairement – et c'est heureux – révélés. **Le temps est enfin arrivé** où l'on nomme et où l'on dénonce les actes délictueux alors que régnait précédemment une omerta insupportable. Intégrons que le sport, activité implantée dans toutes les couches de la société, en est naturellement le reflet. Avec ses atouts, ses richesses mais aussi avec ses déviances et ses drames. Avec 18 millions de licenciés, comment pourrait-il en être autrement ?

Si on aborde le sujet extrêmement sensible des violences sexuelles, ayons, avant toute autre considération, une pensée pour les victimes. L'outrage qu'elles ont subi doit être châtié avec la plus grande fermeté. Profiter de sa position d'éducateur, d'entraîneur et de son statut d'autorité pour faire d'une jeune élève ou d'un

jeune athlète une proie est d'une lâcheté sans nom. Depuis peu, les victimes ont libéré leur parole et c'est un acte fort.

Même si les Fédérations n'ont pas de pouvoir de police, ni de justice, elles doivent **se doter d'outils pour permettre d'éradiquer ces comportements odieux**. Il nous faut agir en amont, avec une meilleure formation et un regard pointu sur les profils ; agir « pendant », avec un devoir d'extrême vigilance et la mise en place de systèmes d'alerte et agir « après », avec des outils pour pouvoir dénoncer les coupables et accompagner les victimes. Celles ou ceux qui sont confrontés à ces terribles situations doivent savoir comment accéder à un référent fédéral au sein de leur comité ou de leur ligue. Les organismes déconcentrés du CNOSF, sur le terrain, pourraient aussi être identifiés comme des centres indépendants d'écoute et d'actions. La victime et son entourage pourraient y nouer contact en toute sécurité. Promotions des numéros verts dédiés, créations d'outils numériques et d'applications : le Ministère des Sports et les Fédérations ont pris, il convient de le dire, le sujet à bras le corps.

Sur tous les sujets sociétaux qui impactent le sport, **le CNOSF doit être force de propositions** en la matière et phosphorer avec

ses forces vives. N'hésitons pas aussi à nous entourer d'experts, pour mieux appréhender ces problématiques sensibles. Avant toute chose, le CNOSF doit être un centre de ressources et d'appui.

C'est-à-dire ?

Le CNOSF doit renforcer ses propres services et faire appel à des compétences externes pour les mettre à la disposition des Fédérations. Dans les domaines administratifs, juridiques ou techniques, et pas seulement, il y a de grands besoins... **Elargissons le champ des possibles et des supports. Il y a tant à faire.** Créons des formations pour les nouveaux présidents et les nouveaux exécutifs. Autre exemple : aujourd'hui, certaines Fédérations aux moyens financiers limités font appel, chacune de leur côté, à des cabinets d'avocats pour rédiger un contrat ou régler un contentieux. Proposons un service juridique mutualisé, accessible à tous et cofinancé. De même, pourquoi ne pas réfléchir à la création d'un fond de soutien « déplacements-voyages-hébergements » pour prendre en charge une partie des frais des présidents bénévoles dans le cadre de leur fonction. Dans nombre de Fédérations à petits budgets, ceux-ci en sont

souvent de leur poche. Dans le numérique, la disparité est grande entre les moyens de la Fédération française de Football ou celle de Tennis et ceux du Tir à l'arc ou de la Boxe.

Nous pourrions ainsi **afficher les valeurs d'unité et d'entraide** dont nous nous réclamons. Le CNOSF doit se doter de ce Centre de ressources. Sa haute mission, avec celle de représenter le CIO en France, est de faciliter la vie de ses Fédérations. Ce modèle de « guichet unique » est un vieux serpent de mer. J'ai souvent entendu parler de mutualisation des moyens. Qu'en est-il ? Beaucoup l'espèrent, même l'attendent...

Permettre à nos Fédérations de se moderniser, c'est aussi au CNOSF d'y répondre. Il doit sans cesse être à l'écoute, aller de l'avant, proposer et générer. Dans cette perspective, il lui revient d'être force de propositions, acteur du changement et des avancées sociétales.

A l'instar d'Alice Milliat, dont le rôle éminent vient d'être enfin reconnu, lors de l'inauguration de sa statue à côté de celle de Pierre de Coubertin au siège du CNOSF, les femmes ont grandement participé au développement et à l'aura du sport en France et à l'international. Pour autant, beaucoup reste à accomplir. Il conviendra notamment d'accroître leur

présence à la fois dans les instances dirigeantes sportives que dans leur accessibilité aux pratiques. De la même façon, la place du sport à l'école doit nous interpeller. Du primaire jusqu'à l'université, il doit faire l'objet d'une révolution copernicienne. Les plans successifs sans lendemain n'ont que trop duré. Or, chacun sait que c'est là où tout se joue.

Quel est, selon vous, le bilan de Denis Masegla, actuel président du CNOF ?

Je ne suis pas un adepte forcené du droit d'inventaire. Pour autant, trois mandats laissent le temps d'agir et on a le droit de se forger une opinion. Pour ce qui est de Paris 2024, **Denis Masegla a su saisir l'opportunité historique** que l'État lui a offerte à Londres en 2012, notamment à l'occasion du discours du Président François Hollande dont j'étais le Conseiller Sport. Celui-ci avait incité le Mouvement sportif à s'engager pour une nouvelle candidature aux JOP, sous réserve que le projet soit sérieux, responsable, avec du sens, et que nous ayons tiré les leçons des défaites passées. Denis Masegla a participé à la réunion des conditions nécessaires au bon déroulement de la candidature jusqu'à la

victoire parisienne. Il a su s'effacer et soutenir Bernard Lapasset, président de l'International Rugby Board (IRB), choisi pour incarner Paris 2024 auprès des membres votants du CIO. **Il a contribué à ramener les JOP en France**, avec Guy Drut, Jean-Christophe Rolland, Emmanuelle Assmann, Tony Estanguet, Anne Hidalgo, les Présidents Hollande puis Macron et leurs ministres, Valérie Pécresse, ainsi que Stéphane Troussel.

Dans la période électorale qui s'ouvre, je ne doute pas que, compte tenu des enjeux, Denis Masegla observera une saine neutralité à l'égard de tous les candidats afin de favoriser le débat démocratique.

Comment redonner la parole au Mouvement sportif ?

D'abord en affirmant qui nous sommes et ce que nous pesons ! Regagnons la considération qui nous est due ! Surfons sur la séquence que j'évoquais plus haut, toutes ces étapes éminemment importantes, de Tokyo 2021 à Paris 2024. Il y aura de quoi faire, il y aura de quoi dire.

Je souhaite réunir les présidentes et les présidents de Fédération, forts de leur singularité, dans leur

volonté d'engagement, dont je ne doute pas un seul instant. **L'organisation des Jeux est une opportunité exceptionnelle !** Avec le soutien du Comité d'organisation des Jeux (COJO), il convient d'en profiter. Les trois années à venir seront un moment unique pour exister, nous exprimer, pour montrer à nos concitoyens et au monde politique l'importance du sport. Les thématiques ne manquent pas : sport pour tous, sport loisir, sport de compétition, sport à l'école, sport santé, sport en entreprise... Qu'imaginez-vous de mieux que **la lumière intense des Jeux en France pour mettre en évidence et partager nos valeurs ?**

Mais le prérequis sera de définir ce que doit être le CNOSF. Les fondements sont là, les structures aussi. Reste à choisir les femmes et les hommes à qui seront confiées les rênes pour relever ce défi. Quel CNOSF voulons-nous ?

Qu'avez-vous envie de dire aux présidents de Fédération ?

Que le temps est venu ! Lançons-nous ! Militons ! Ne lâchons rien ! Comme le fait la Culture, qui réclame, qui interpelle, qui rappelle inlassablement qu'elle est essentielle. A bon escient. Elle est toujours présente et

cela porte ses fruits : les librairies sont revenues accessibles. Il y a eu des plans de relance : 2Md€ pour la Culture ! 400M€ pour le sport... ! Cherchez l'erreur ! J'ai des convictions, que je sais partagées par beaucoup. Nous nous rejoignons pour trouver aberrant de ne pas être estimé à l'aune de ce que la valeur sport apporte à notre société. Pouvons-nous nous satisfaire de la manière dont elle est traitée ? Malgré quelques tentatives louables mais sporadiques ou trop tardives, nous sommes-nous suffisamment investis pour être écoutés ? Il est nécessaire de convaincre pour être suivi.

Avant de faire le grand saut et d'être officiellement candidat, il m'apparaît donc sain, normal même, d'échanger avec un maximum d'élus fédéraux. Je n'ai pas la science infuse et j'ai besoin de savoir s'ils se reconnaissent dans ma vision. Je veux élaborer mon programme avec tous les présidentes et les présidents de Fédération. J'aimerais connaître leurs envies, leurs besoins. **Nous devons bâtir l'avenir ensemble.** Loin de moi l'intention d'imposer un programme « jupitérien » ! Objectivement, toutes les planètes sont alignées pour que le Mouvement sportif prenne une autre envergure avant et après les Jeux de 2024. **Il ne tient qu'à nous.** Nous disposons de 1 000 jours pour changer la face du sport français.

Dans votre processus de réflexion, votre volonté d'intégrer les présidents de Fédération pourrait être perçue comme une démarche au mieux électoraliste, au pire démagogique. Qu'en pensez-vous ?

Peu importe les commentaires plus ou moins amènes. Ce qui m'importe, c'est de **réunir les énergies pour faire avancer notre cause**, de mettre à profit mon expérience politique au service du sport. Si les présidentes et les présidents pensent que mon positionnement est démagogique, ils auront le choix de voter pour d'autres. Ce sera respectable et j'en prendrai acte. Voilà mon positionnement et je l'assume. J'apprécie ce moment tout à fait spécial des élections. C'est à celles et à ceux qui montent au front de dire leurs espérances et leurs certitudes. Mon souhait sera de m'inscrire, dans les semaines à venir, dans ce débat démocratique.

Si vous deviez être officiellement candidat à la présidence du CNOSF, le seriez-vous pour un mandat seulement ou plusieurs ?

A chaque mandat suffit sa peine ! Ou son bonheur. Il faut savoir ce que l'on veut et ce qui nous anime. Soit je reste spectateur de cette

élection, soit je m'engage.

L'action doit s'inscrire dans une double temporalité. Un des deux enjeux majeurs de notre aventure olympique en France est l'Héritage. 2021/2024 pour le construire, 2024/ 2028 pour le délivrer. Mais l'urgence pour moi, c'est cette première phase : être au « taquet » pour construire ! Les talents et les compétences post 2024 ne manqueront pas. Le siège à la présidence du CNOSF n'appartient à personne. **Il ne peut y avoir d'héritier ou d'héritière.**

Quel est votre regard sur les méthodes de gouvernance du CNOSF ?

Elles doivent évoluer. Nous devons avoir la **capacité de répondre plus encore aux préoccupations des Fédérations.** Il faudra débattre de la question du rapport d'équilibre entre elles, sur certains sujets sociétaux et j'attends avec intérêt leur avis sur ce sujet. Je serai à l'écoute de leurs propositions. Au-delà des membres de l'AG et du CA, le bureau du CNOSF, c'est douze personnes. Nous n'aurons pas trop de neuf vice-présidences dédiées et devons davantage nous appuyer sur l'expertise des commissions thématiques. Il

nous faudra être plus proactif. Dans cet esprit, je considère que les CROS devront bénéficier de responsabilités renforcées. Alors que Paris 2024 déploie les labels « Terre de Jeux 2024 » et « Centres de préparations des Jeux », que 63 Collectivités territoriales hôtes vont accueillir des épreuves, notamment le football, la voile, le handball et le surf, les CROS seront de puissants relais sur le terrain. C'est pourquoi je souhaite qu'une ou qu'un représentant des CROS soit en charge des Territoires qui est l'essentiel de leur périmètre d'action. **Soyons efficaces.** Valorisons les élus de nos organismes décentralisés qui « font » et qui « connaissent ». **Générons des projets. Générons des envies.** Il faut laisser les compétences et les enthousiasmes s'épanouir. C'est en exerçant son pouvoir de rassemblement et d'animation que le CNOSF sera plus fort.

Le thème de la décentralisation est donc au cœur de votre définition du Mouvement sportif français ?

Oui, par boutade, je dirai qu'il est central. Ce qui m'importe, c'est plutôt **le lien, l'écoute qui relie le pouvoir « parisien » avec ses territoires.** Le CNOSF est le véritable puzzle

des Fédérations, avec leurs Ligues, leurs Comités, leurs clubs, et toutes celles et tous ceux qui les font vivre, dirigeants, cadres, professeurs, arbitres, bénévoles, avec, au bout, les licenciés, sans oublier les Comités régionaux, départementaux et territoriaux.

L'échange, la compréhension mutuelle, la notion d'appartenance, d'objectif commun sont l'essence même du modèle. Une présidente ou un président de Fédération doit rester un animateur en proximité avec ses territoires. Beaucoup de présidents récemment battus en ces temps d'élections fédérales ont payé cash pour avoir oublié ou délaissé ces principes de base. La crise que nous traversons a prouvé la nécessité d'une véritable décentralisation, dans les affaires publiques comme en matière sportive. La majorité des moyens viennent des collectivités territoriales. **Et le mot Fédération prend ici tout son sens.**

Dans cet esprit, comment améliorer concrètement les relations entre le Ministère des Sports et le CNOSF ?

Les relations sont historiquement complexes, c'est un euphémisme. Sont-elles meilleures depuis la mise en place de l'Agence Nationale

du Sport (ANS) ? Le CNOSF y a-t-il gagné ? Cela reste à démontrer. Devons-nous continuer avec deux Ministères, l'ANS qui gère les budgets et la Délégation Interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques ? A qui parler et quand ? A un Ministère des Sports qui est aussi Ministère de l'Éducation Nationale et a donc légitimement d'autres dossiers prioritaires. A un Ministère délégué au Sport ? A un préfet nommé pour diriger l'ANS ? Ou attendre que la parole présidentielle vienne tout mettre au carré ?

Pour toutes ces raisons, il nous semble utile que l'État explique s'il souhaite dessiner une réorganisation et une clarification de la gouvernance du sport français pour l'avenir. Ou si tout doit demeurer figé. **Une autre architecture devrait être proposée, pour le bénéfice du plus grand nombre.**

La perspective des élections présidentielles de 2022 doit encourager le Mouvement sportif à faire valoir son point de vue, à émettre recommandations et préconisations.

A l'occasion de cette réorganisation que vous avez appelé de vos vœux, le CNOSF doit-il changer de nom ?

Non, surement pas. En revanche, dans ces temps de communication exacerbée, nous devons admettre que **cette appellation ésotérique n'interpelle pas**. Le grand public, les médias et certains politiques n'identifient pas ce que cet acronyme recouvre et qui nous sommes. Parfois CNOSF ou CNO, parfois Comité olympique et sportif français ou Comité olympique, parfois Sport français ou Mouvement sportif, nous ne facilitons pas la compréhension de nos interlocuteurs. Par opposition, l'appellation « Paris 2024 », née récemment, est devenue une marque forte. Aussi, pour le CNOSF, nous devrions décider de nous ranger sous la bannière d'une **dénomination unique et phare qui s'impose à tous**. Et marteler ce nom, comme une marque. En référence, le logo des Anneaux Olympiques est puissant et immédiatement identifiable. « Comité Olympique » ou « Mouvement Sportif » sont très parlant. L'un ou l'autre ont des avantages. Ça peut paraître un détail mais avec la séquence médiatique qui se prépare grâce aux Jeux, il faudra saisir toutes les opportunités pour installer définitivement le sport français dans le paysage.

Quel rôle doit jouer Paris 2024 dans cette perspective ?

Paris 2024 a, avec le C.I.O, la haute responsabilité d'organiser les Jeux. En s'inscrivant pleinement dans l'agenda 2020, il s'est aussi attaché à créer une dynamique autour de l'Héritage mais dès janvier 2025, il ne sera plus qu'un souvenir. Quand les lumières de la fête s'éteindront, que restera-t-il ? Le CNOSF et les Fédérations.

Le CNOSF doit donc reprendre la main sur la production et le déploiement de l'Héritage. Il devra aussi le générer. C'est fondamental ! Après toute l'énergie investie par Paris 2024 pour promouvoir cette thématique, c'est maintenant **au CNOSF de tenir le rôle d'architecte et d'en être maître d'œuvre.**

Il faut intégrer qu'après les Jeux de Tokyo en septembre prochain, **Paris 2024 devra, de plus en plus, se concentrer sur son cœur de métier :** livrer les Jeux olympiques et paralympiques. Tony Estanguet et ses équipes n'auront pas trop de 1 000 jours pour assurer la réussite de Jeux extraordinaires. Dans leur conception, dans leur organisation, dans leur livraison. En 1992, les Jeux d'Albertville avaient offert, aux yeux du monde, une Cérémonie d'ouverture restée gravée dans toutes les mémoires,

comme le symbole de la réussite de ces Jeux et comme un modèle d'innovation du spectacle olympique. Merci Philippe Découflé mais aussi merci Jean-Claude Killy et Michel Barnier qui avaient, à cette époque, osé mêler culture, danse, sport et faire le pari de l'inventivité. Dans cet esprit, **Paris 2024 devra être créatif et faire rayonner la France** aux yeux des 4 milliards de téléspectateurs. Nous devons marquer l'histoire et servir l'idéal olympique. Tels sont les enjeux. Evidemment, tout cela en respectant le budget, en assurant la sécurité et en intégrant les valeurs environnementales. Paris et la France l'attendent. De même que le Comité International Olympique et ses 206 CNO. Le temps sera de plus en plus compté, les impératifs techniques de plus en plus prégnants. Chacun devra donc être concentré sur ces missions et sur ce pourquoi il est destiné. Le COJO pour organiser les Jeux de la XXIIIème Olympiade. Et le CNOSF pour prendre toute la mesure des actions qui le définisse. L'article 2-B-3 de ses statuts est clair : « représenter le Mouvement sportif et défendre ses intérêts dans tous les domaines le concernant directement ou indirectement [...] et développer son apport sociétal mais aussi social, économique et culturel au bénéfice de la France » et l'article 2-B-6 tout autant : « valoriser et développer

l'apport sociétal et économique des actions du CNOSF, des fédérations sportives, des relais territoriaux [...] au bénéfice de la France ». Si le CNOSF ne le fait pas au cours de cette Olympiade, quand le fera-t-il ?

Quelle plus noble ambition pour notre Maison du sport français que de créer l'Héritage ? Le CNOSF doit offrir au plus grand nombre ce que nous considérons comme un art de vivre : faire du sport, se régaler, s'amuser, s'épanouir, progresser, partager...

Les Jeux sont un projet national d'envergure internationale.

Ils ne peuvent pas appartenir seulement à quelques-uns. Il faut que toutes celles et tous ceux qui nous ont arraché larmes et frissons au grand moment de la vérité sportive soient associés dans cette grande aventure.

Nous les embarquerons au plus vite, ces icônes qui ont fait le sport français : Marie-José Pécic, Jean Galfione, Sébastien Flute, Emilie Le Pennec, Steeve Guenot, Tony Parker, Michel Platini, Perrine Lafont, Jean-François Lamour, Daniel Morellon, Pjilippe Omnes, Philippe Boisse, Laura Flessel, David Douillet, Lucie Décosse, Emilie Fer, Alain Bernard, Laure et

Florent Manaudou, Brahim Asloum, Tony Yoka, Estelle Mossely, Pascal Gentil, Myriam Baverel, Florian Rousseau, Félicia Ballanger, Jackson Richardson, Jérôme Fernandez, Gwendal Peizerat, Stéphane Houdet, Assia El Hannouni, Joël Jeannot, et tant d'autres... S'il existe une prestigieuse commission des athlètes de Paris 2024, celle-ci ne suffit pas. Il appartient au CNOSF avec les Fédérations de rassembler les énergies - et les idées ! - de toutes celles et de tous ceux qui ont fait briller nos couleurs.

Les missions du prochain président du CNOSF sont multiples, plurielles et, d'une certaine façon, gigantesques...

Oui, bien sûr. Mais il faut être clairvoyant. Et choisir ses combats. Nous ne résoudrons pas tout d'un coup de baguette magique. Il y a ce qui appartient au programme et, pour cela, il reste trois mois et demi de campagne pour soumettre des propositions concrètes. Aujourd'hui, il suffit de donner un coup de pied dans une armoire pour faire tomber 50 rapports plus pertinents les uns que les autres. Les « 50 mesures pour relancer le Sport français » signées par 69 députés de La République en Marche par exemple ou « Les 10 propositions

du Grenelle de l'éducation et de l'inclusion par le sport », issu des travaux d'un groupe de dirigeants et d'un collectif de maires. Qui s'est approprié ces rapports ? Qui les a repris à son compte ? Tout cela pour dire que tout est sur la table et qu'on ne va pas réinventer la roue.

Le Président du CNOSF devra initier une réflexion pour définir les grands sujets et acter ce qui doit être mis en œuvre ou défendu. Attendons que vienne le temps des programmes à la présidence du CNOSF. Et nous jugerons sur pièce. Le mien, je l'ai dit sera nourri, entre autres, par les objectifs et les préconisations des présidentes et des présidents.

Vous avez été conseiller sport du Président Hollande. N'est-ce pas clivant pour représenter le sport français ?

Je suis un militant du sport, de sa cause. Je n'y vois pas une couleur politique particulière. Les valeurs de partage, de respect et d'amitié prônées par l'idéal olympique sont universelles. Elles ne sont ni de droite ni de gauche. Je préfère parler de valeurs citoyennes et de bon sens, plutôt que de couleur politique. **Je veux promouvoir une certaine vision du sport, celle de la vraie vie.** Celle de la petite mère qui tremble à son premier

cours de gymnastique, de peur de mal faire ; celui de Damien Seguin, porte-drapeau de l'équipe de France Handisport à Londres, qui vient de finir le Vendée Globe ; celle de monsieur X, président d'un club de boxe ou de lutte qui se demande quand il pourra rouvrir sa salle ; celle de madame Marie-George Buffet, ministre des Sports il y a vingt-quatre ans et qui publiait encore une tribune pertinente dans Le Monde le 2 août 2020 pour défendre le sport ; celle de l'inconnue qui rêve d'être volontaire pour Paris 2024 ; celle de Teddy Riner qui se prépare à conquérir son troisième titre olympique. Et celle, comme une photo en noir et blanc, de l'enfant de neuf ans que j'étais, vingt-sept kilos, qu'on a traîné presque de force dans ce dojo de Lagny-sur-Marne et qui, grâce à son professeur, s'est pris de passion pour le judo au point d'en devenir champion olympique.

C'est ça le sport : c'est la vie. C'est le fruit de mon parcours. Membre de l'équipe de France, j'ai assez vite eu un regard tranché sur notre condition : pas de contrat, pas de couverture sociale - nous achetions nous-mêmes nos kimonos. C'était ainsi et je n'en regrette pas un seul instant. Mais dès que j'ai raccroché, j'ai voulu devenir membre du Comité directeur de ma Fédération pour m'impliquer, agir. Et j'y ai fait trois mandats.

Consultant puis journaliste à Canal Plus, qui possédait alors le PSG, j'ai proposé à Pierre Lescure, son Directeur général, d'intégrer le club que je présidais alors, le PSG Judo. Ce fut le premier club avec la forme juridique d'une Société anonyme à objet sportif (SAOS), proposant ainsi des contrats de travail en bonne et due forme, denrée rare à l'époque. De David Douillet au jeune junior, chacun pouvait s'entraîner et cotiser à la sécurité sociale. Et donc bénéficier ainsi d'un véritable statut. Dans la foulée, nous avons créé un Centre de formation d'apprentis.

Ce qui m'anime, c'est de construire, de faire. Conseiller sport à l'Elysée, j'ai apprécié travailler avec un grand nombre de Fédérations et aussi sur d'autres grands sujets : droits télé, services civiques, Euro 2016 de football, Euro 2013 de basket féminin, etc.... La période fut intense. Pour les Jeux, nous avons bénéficié d'un calendrier idéal. A peine élu, le président François Hollande a adhéré à l'idée d'une nouvelle candidature, malgré le flop retentissant d'Annecy. Nous nous sommes déplacés aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Londres (une première pour un Président français). Nous avons ensuite consulté les membres français du CIO, Jean-Claude Killy et Guy Drut. Puis nous avons invité le président du

CIO, Thomas Bach, à venir à l'Elysée, dès son élection. Pendant toute la durée de son mandat, j'ai vu le président Hollande pleinement investi pour Paris 2024. Le « Milliard de l'Etat » alloué à la Solideo pour bâtir le Village olympique, c'est sa décision. A ses côtés puis au Ministère des Sports, avec Patrick Kanner, j'ai pris ma part à la composition de cette « petite musique » qui a ramené les Jeux en France. Comme dit l'adage, « j'y étais ».

Avez-vous un mot à ajouter avant de conclure cet entretien ?

J'aurais pu vous parler pendant des heures de ma passion et de ce qui m'anime.

Ayons tous à l'esprit que l'Olympiade qui s'annonce est une **opportunité historique pour notre Mouvement sportif**. L'élection au Comité National Olympique et Sportif Français déterminera **ce que nous voulons pour son avenir**.

Thierry Rey en 20 dates

- 1969 :** Ceinture blanche au Judo Club de Lagny sur Marne.
- 1971 :** Finaliste des Championnats de Seine et Marne Benjamin en – 30kgs.
- 1976 :** Ceinture noire 1^{er} dan.
- 1978 :** Champion de France/ Champion d'Europe par équipe.
- 1979 :** Champion du monde.
- 1980 :** Champion Olympique.
- 1980 :** Membre du comité directeur de la FFJDA
- 1983 :** Champion d'Europe.
- 1987 :** Chargé de mission sport au COJO d'Albertville 1992.
- 1988 :** Membre de la mission Olympique du CNOSF aux J.O. de Séoul.
- 1992 :** Consultant Canal + aux JO de Barcelone.
Intègre la rédaction des sports jusqu'en 2008.
- 1992 :** Président fondateur du PSG Judo/ Membre du Comité directeur de la FFJDA
- 1997 :** Journaliste à Canal + (Carte de Presse n°78594)
- 2003 :** Chargé des relations du monde sportif du GIP
Candidature Paris 2012
- 2007 :** Président du Lagardère Racing Club,
section Judo
- 2007 :** Directeur du développement sport de haut niveau
du groupe Lagardère
- 2012 :** Conseiller sport, jeunesse et vie associative du
Président de la République
- 2014 :** Inspecteur Général de la jeunesse et des sports
Conseiller spécial du ministre des sports.
- 2015 :** Conseiller spécial du Comité de Candidature
Paris 2024 / 8^{ème} dan
- 2017 :** Conseiller spécial du COJO Paris 2024

Je remercie Richard Caillat, Benoit Heimermann,
Paul Miquel, de leur soutien bienveillant
à la réalisation de ce livret.

Thierry Rey

Achévé d'imprimer en France par
COMIMPRESS SAS - 01750 REPLONGES en mars 2021

Design & maquette : KBStudios.fr

Plaidoyer pour le sport

Un engagement au service
du Mouvement sportif

À quelques semaines des élections pour la présidence du CNOSF, Thierry Rey s'adresse aux dirigeants et aux acteurs du Mouvement sportif.

À travers ces quelques pages, il livre une analyse sans concession sur la situation du sport en France et avance des propositions qui lui semblent essentielles dans ce moment particulier.

Fort de son parcours sportif et de son expérience politique, c'est en véritable militant de la « cause » qu'il souhaite partager sa vision.